



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
17 mars 2011  
Français  
Original: anglais

### Commission des stupéfiants

#### Cinquante-quatrième session

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire\*

#### **Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue: réduction de la demande et mesures connexes**

#### **Hongrie\*\* : projet de résolution**

#### **Promouvoir des stratégies centrées sur la personne et axées sur la réadaptation et la réinsertion en réponse aux troubles liés à l'usage de drogues et à leurs conséquences**

*La Commission des stupéfiants,*

Rappelant la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire<sup>1</sup> ainsi que la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>2</sup> adoptés lors du débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission et par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/182 du 18 décembre 2009,

Rappelant également la Convention unique sur les stupéfiants de 1961<sup>3</sup> cette convention telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>4</sup>, la Convention de 1971 sur

\* E/CN.7/2011/1.

\*\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.

<sup>1</sup> Résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>2</sup> A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.

<sup>3</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 976, n° 14152.



les substances psychotropes<sup>5</sup> et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>6</sup>,

*Rappelant en outre* la résolution 64/182 de l'Assemblée générale sur la coopération internationale face au problème mondial de la drogue, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé la volonté des États Membres de promouvoir, d'élaborer, de réviser ou de renforcer des programmes efficaces, globaux et intégrés de réduction de la demande fondés sur des données scientifiques et prévoyant diverses mesures, concernant notamment la prévention primaire, l'intervention précoce, le traitement, les soins, la réadaptation et la réinsertion sociale, ainsi que des services de soutien connexes, pour promouvoir la santé et le bien-être social des individus, des familles et des communautés et réduire les conséquences néfastes de l'usage illicite des drogues tant au niveau de l'individu qu'à celui de la société dans son ensemble, compte tenu des problèmes particuliers que posent les toxicomanes à haut risque, dans le strict respect des trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues et conformément à la législation nationale,

*Considérant* que la dépendance à la drogue est un trouble de santé multifactoriel qui peut être prévenu et traité,

*Convaincue* de la nécessité de fonder sur des données scientifiques les programmes de traitement et de réadaptation des personnes souffrant de troubles liés à l'usage de drogue tout en respectant les droits de l'homme et la dignité humaine,

*Convaincue également* de la nécessité d'améliorer la qualité, la couverture et la diversité des services de réduction de la demande, notamment des services de réadaptation, de réinsertion et de prévention de la rechute, dans le cadre d'un continuum de services de prise en charge sanitaire et sociale,

*Considérant* que la réadaptation et la réinsertion constituent un élément important de l'action plus générale visant à réduire l'usage de drogues illicites et ses conséquences,

*Considérant également* que les dispositifs de traitement doivent aller de pair avec des activités de prévention de l'usage de drogue destinées à apporter aux jeunes, aux adultes et aux communautés les connaissances, les compétences et les moyens voulus pour choisir un mode de vie sain, y compris des interventions visant les populations à haut risque d'usage de drogue et une aide aux familles connaissant des problèmes, en complément des services de traitement,

*Soulignant* qu'il importe de suivre une approche plurisectorielle et rigoureusement coordonnée dans le cadre de laquelle de multiples organismes publics et organisations non gouvernementales, au sein de la collectivité, interviennent afin de contribuer à la mise en place d'un continuum complet de politiques et de programmes privilégiant la prévention, l'intervention précoce, le traitement, les soins et les services d'aide connexes pour la réadaptation et la réinsertion sociale,

*Soulignant également* qu'il importe d'éviter que les usagers de drogue dépendants ne soient victimes de discrimination, de marginalisation sociale et de

---

<sup>5</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 1582, n° 27627.

stigmatisation, et d'assurer le respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité d'être humain,

*Sachant* les avantages qu'il y a à investir dans le traitement des troubles liés à l'usage de drogue, notamment dans la réduction des conséquences sanitaires et sociales néfastes de cet usage, à améliorer la santé et la sécurité publiques et à renforcer la cohésion et le bien-être de la société,

*Saluant* les efforts de collaboration déployés à l'échelle mondiale, sous l'égide de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Organisation mondiale de la Santé, par les gouvernements, les professionnels de la santé, les organisations non gouvernementales et les institutions de financement en vue d'étendre la couverture des services essentiels pour réduire la demande de drogues,

1. *Encourage* les États Membres à assurer aux personnes souffrant de dépendance à la drogue ou d'autres maladies liées à la drogue un accès à des services de traitement, de soins et d'aide humains et fondés sur des données concrètes et à leur donner accès à une offre de réadaptation et de réinsertion centrée sur la personne;

2. *Engage vivement* les États Membres à identifier toute discrimination et stigmatisation des toxicomanes et à s'y opposer fermement et, dans le même temps, à offrir au moment opportun des dispositifs à bas seuil d'exigence centrés sur la personne, des conseils et des services de traitement et de réadaptation;

3. *Engage aussi vivement* les États Membres à privilégier les services de prévention, de traitement, de soins et d'aide centrés sur la personne à l'intention des usagers de drogue souffrant d'un trouble lié à cet usage et de leur famille, à mettre en place des interventions efficaces débouchant sur la réinsertion sociale, notamment par le biais de programmes de discrimination positive en faveur de l'emploi des usagers de drogue, compte tenu de leurs besoins et possibilités spécifiques au cours du processus de réadaptation, et à faire en sorte que des mesures soient prises pour prévenir les maladies liées à l'usage de drogue;

4. *Engage en outre vivement* les États Membres à veiller à ce que le traitement soit fondé sur des données concrètes, qu'il fasse partie d'une approche intégrée de réduction de la demande centrée sur la personne et qu'il soit conçu comme un élément clef de l'action menée à l'échelle nationale pour réduire l'usage illicite de drogue et ses conséquences sanitaires et sociales néfastes, et pour améliorer la réadaptation et la réinsertion;

5. *Encourage* les États Membres à proposer tout un éventail de structures de traitement, dont des structures médicalisées et des services de prise en charge psychosociale et de réadaptation adaptés aux besoins des usagers de drogue dépendants, quels que soient leur situation sociale, leur motivation et leur état de santé;

6. *Exhorte* les États Membres à améliorer la disponibilité et la couverture des services de réadaptation médicale et sociale destinés aux usagers de drogue dépendants, et à intégrer pleinement ces services au système général de soins de santé;

7. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'inclure des modules de traitement de la toxicomanie centrés sur la personne et

axés sur la réadaptation et la réinsertion dans ses programmes d'assistance technique et de formation pertinents;

8. *Engage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à recueillir et diffuser des informations sur les programmes et interventions de réadaptation et de réinsertion fondés sur des données concrètes dont l'efficacité est avérée, et de fournir aux États Membres des orientations et une aide en matière d'élaboration de programmes afin qu'ils puissent mettre en œuvre, dans le cadre de leur stratégies globales de réduction de la demande de drogue, des interventions ayant fait la preuve de leur efficacité;

9. *Invite* les États Membres à favoriser la diffusion des bonnes pratiques propres à étendre la couverture des services de réduction de la demande qui sont ressorties du programme de partenariat exécuté par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation mondiale de la Santé avec la participation de la société civile, du secteur privé, des organismes des Nations Unies compétents et d'autres organisations régionales et internationales en vue d'étendre la couverture des services essentiels pour le traitement et la prise en charge de la toxicomanie;

10. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session des mesures prises et des progrès réalisés en application de la présente résolution.

---